OMALY SY ANIO, n° 41-44, 1995-1996, pp. 227-244

# UN DEUXIEME 1947 EN 1957 ? LES PROLONGEMENTS DU SOULEVEMENT DANS LA MEMOIRE ET DANS LE CONTACT AVEC LES ADMINISTRES

par

Françoise RAISON-JOURDE

Cette réflexion concerne les prolongements de 1947. S'éloigner de l'événement lui-même ne signifie nullement un désir tacite de le contourner, mais plutôt la volonté d'explorer ses effets prolongés. Vivant dans l'île au moment de la première commémoration du soulèvement, en 1967, j'avais été frappée par l'angoisse réveillée alors au sein de la capitale, et pour tout dire la peur, peu fondée à mes yeux, de graves incidents, d'une nouvelle irruption de violence lors de cet anniversaire. Chacun aura d'autre part noté l'habitude (repérable encore en 1992) d'analyser les enjeux électoraux en référence à 1947, qui acquiert ainsi dans la vie politique à Madagascar le statut "matriciel" qu'a la césure de 1789 en France. Parmi ces échos durables, certains sont familiers dans la panoplie argumentaire des politiques. À titre d'exemple, ne dit-on pas qu'une candidature à la présidence de la République ne peut être recevable que si elle vient des régions côtières de l'île, sous-entendant par là qu'il y a là une dette (de sang) à l'égard de la côte Est qui supporta l'essentiel de la répression ?

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE ANTANANARIVE

Il s'agit donc de comprendre pourquoi et dans quel contexte se présentent entre 1947 et 1957 les bruits annonçant l'imminence d'un nouveau "*tabataba*". Présence d'un passé non dépassé dans le présent, à la manière dont la collaboration vichyste est restée en France, jusqu'à la fin des années 80, un "passé qui ne passe pas"[1]. Traumatisme mémoriel et manipulation par des intermédiaires politiques de ce traumatisme ? Je présenterai, à partir d'archives, quelques pistes ouvertes par ce thème qui mériterait une plus ample, mais délicate, recherche de terrain.

1. Titre d'un ouvrage d'H. Rousso concernant la période vichyste.

Dans un premier point, je m'interrogerai sur la portée des changements législatifs visant l'allègement des exigences coloniales, introduits en 1946. N'assiste-t-on pas plutôt, de fait, à la faveur de 1947, à une recolonisation administrative avec un nouvel accent mis sur l'exigence du contact et du renseignement ? Dans un deuxième point, j'analyserai le glissement qui fait des missions catholiques un pôle critique relayant structurellement le MDRM. Enfin, j'examinerai la vague de rumeurs de 1956-57. Les rapports entre administration et administrés sont un point de départ nécessaire, au centre de ma réflexion.

## I. LES RAPPORTS ENTRE ADMINISTRATION ET ADMINISTRES DANS LA DECENNIE D'APRES 1947.

Des deux côtés, on sait qu'ont été supprimés sur le papier en 1946 le régime de l'indigénat, les prestations obligatoires, les réquisitions de main-d'œuvre. Mais le résultat de ces réformes, qui auraient dû être faites depuis longtemps, a été que, du jour au lendemain, l'administration s'est révélée incapable de se faire obéir. Comme le rappelle, à propos de l'année 1946, l'analyse du texte intitulé : *L'insurrection malgache*, L..., c'est-à-dire Levallois, chef de la province de Tananarive[1] : "Dans toute la brousse, la propagande du MDRM s'emploie à faire savoir aux paysans que l'administration n'a plus le droit de les punir, bien mieux, qu'elle n'a plus le droit de les faire travailler. Le travail est libre, donc vous avez le droit de ne plus travailler, donc ne travaillez plus pour le *Vazaha*". Chacun sait aussi à quel renversement paradoxal aboutirent, au lendemain de la guerre, les nouvelles lois. L'administration dut faire appel au MDRM pour tenter de remettre les gens au travail et rétablir le calme, favorisant par là, avec une remarquable inconscience, la représentation des cadres du MDRM comme contre-*fanjakana*, appelé à remplacer très rapidement les Français. Tétanisée par le choc de 1947, l'administration reprit, dans la foulée de la répression, le rapport d'autorité d'antan.

Il est patent, dans les années 1954-56, où l'impact de la "rébellion" et de sa répression devrait logiquement s'estomper, que les rouages administratifs sont arthritiques, voire bloqués sur la défensive, et qu'en fait, malgré les lois et les mots nouveaux, on vit le retour du passé et l'échec d'une évolution libérale. Le témoignage remarquablement fourni (410 pages) écrit par Jacques Dez, à partir de ses correspondances privées et de doubles administratifs, sur ses deux années comme chef de district à Nosy Varika en 1957-58 ne laisse aucune illusion[2].

"L'autorité exige d'être reconnue dans des symboles : on salue le Blanc, les indigènes se chargent de vous le rappeler [au cas où soi-même on serait indifférent à cette exigence], les policiers se mettent au garde-à-vous, les gardes indigènes

1. L..., *L'insurrection malgache*, 1950, p. 3-39.
2. Je remercie vivement M. Dez de m'avoir communiqué ces mémoires remarquables.

présentent les armes". Dans les secteurs marqués par des épisodes de violence en 1947, cette exigence tourne à la brimade théâtrale : Sur la côte du Sud-Est, "à Sahasinaka, en 1951, [l'administrateur] avait mis au point une procédure personnelle... lorsqu'il n'était pas satisfait de l'accueil qui lui avait été fait dans un village, il faisait mettre en ligne tous les hommes, et, monté sur une jeep, faisait avancer celle-ci et, le bras tendu, décoiffait par le choc ses administrés". Cela entraînait le respect, assurait-on[1] car "là encore plus qu'ailleurs, la population devait être fermement tenue en main et contrainte au respect". Trouvant que les insignes symboliques du pouvoir, la voiture, l'uniforme très galonné, les gardes, n'étaient pas suffisants, nombre d'administrateurs tenaient leur revolver à la main dans les villages de la côte Est où ils circulaient[2].

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE

Mais, une fois la tournée du supérieur français effectuée, les chefs de canton restaient maîtres du terrain et agissaient comme des rois de la brousse. Ils "gardaient la nostalgie des mesures imposées, des ordres qui doivent être exécutés parce que ce sont des ordres, sans discussion. Ils voulaient se sentir soutenus même s'ils commettaient des erreurs ou des abus"[3]. La résistance de ces intermédiaires, essentiels au rapport avec la population, rendait toute tentative de "lâcher du lest" extrêmement risquée, introduisant d'emblée une contradiction entre la tolérance nouvelle du chef de district et les exigences invariables du chef de canton. Le résultat observé par Dez fut "une sorte d'insubordination généralisée". Il perçoit des rumeurs, plaintes, critiques à peine voilées. Des lettres anonymes de petits colons ou de subalternes français montent jusqu'au chef de province. Aussi celui-ci éprouve-t-il le besoin de faire paraître en public des "repentis" récitant une confession qui reprend les formules usuelles en 1947-48. Il en est ainsi lors de la réception du ministre François Mitterrand à Fianarantsoa, le 7 janvier 1951. "Nous avons été égarés, mais nous confessons nos erreurs, nous jurons de ne plus recommencer, nous serons toujours bien sages et nous jurons de ne plus oublier tout ce que la bonne France a fait pour nous"[4]. Cependant, point vraiment rassurés par cette mise en scène qui n'est plus de mise après 1952, les autorités ne cessent de s'interroger sur la réalité du contact ; celui-ci peut être perdu à tout moment sans qu'on y prenne garde, avec cet être réputé fuyant et versatile qu'est le Malgache.

---

1. Dez, 1992, p. 131. Les noms propres ont été supprimés, conformément au désir de J. Dez, et remplacés par les titres de fonction.
2. *Id., ibid.*, p. 126.
3. *Id. ibid.*, p. 90.
4. *Id. ibid*, p. 167. J. Dez commente : "Quand on a assisté dans la coulisse à la préparation de cette déclaration de commande qui fut déjà faite dans les mêmes termes par le même ancien chef rebelle devant Coste-Floret, on ne peut que trouver la plaisanterie un peu forte".

### 1. *L'obsession du contact*

Selon une note politique confidentielle du 23 février 1956 : "l'exercice de l'autorité après 1947 a contrarié la politique du contact"[1]. Constat qui tient de l'euphémisme. Les directives tombées d'en-haut préconisent deux remèdes pour restaurer le contact : des tournées fréquentes et d'autre part le renseignement. Depuis 1940, en raison des pénuries d'essence et de pneus dues au blocus maritime anglais, puis en raison des combats dans l'île et de l'occupation, les tournées avaient été interrompues. De la vie hors des centres urbains, l'administration ignorait presque tout. Et c'est bien un monde présenté comme exotique qu'il s'agit de revisiter. Une circulaire du Haut Commissariat (Direction des Affaires politiques), datée du 27 mai 1955, adressée aux échelons des chefs de province et de district mobilise les chefs de district à ce sujet. "La tournée véritable qui vous permet, par sa durée, ses buts et son itinéraire hors des routes, de vous plonger dans l'ambiance de la brousse et de comprendre... l'évolution des sentiments et des aspirations des populations rurales... la longue conversation du soir avec les notables du village, sans aucun souci de départ hâtif". L'administrateur est incité à "coucher hors de sa résidence, même en Imerina, surtout en Imerina, dirai-je même". Douze jours de tournée par mois sont suggérés. Il faut donc chercher le contact, sur un mode quasi missionnaire (l'ensemble du texte appelle ce rapprochement), chercher la confidence et la confiance de ceux qualifiés ici d' "élites de la brousse", par opposition au notable évolué", homme de la capitale ou du bourg, "s'informer de leurs besoins et les informer de notre sollicitude". Ces élites pleines de bon sens – à la différence de l'évolué retors ! – et qui sont capables de fournir d'authentiques renseignements. Cependant, comme le note l'inspecteur Iehlé, dépêché tout exprès pour évaluer les problèmes du contact dans la zone de la Falaise orientale forestière et de la côte Est, l'administration, "en s'efforçant... d'effacer le climat de peur qui régnait depuis la rébellion, a en quelque sorte scié la branche sur laquelle elle reposait"[2]. Etablir un contact confiant, c'est donc la quadrature du cercle. L'administration, pour être respectée et exister, doit être redoutée.

En dépit de tant de sollicitude ambiguë, les secteurs les plus sensibles du rapport administratif n'ont pas changé : ce sont le travail collectif et l'impôt. Sous le terme de travail collectif, le prédécesseur de J. Dez continue d'exiger, comme beaucoup de chefs de district, les travaux forcés. Le volontariat, préconisé par les nouvelles directives administratives pour faire participer la population à son propre "développement" sous l'intitulé "travaux collectifs"[3], est indispensable aux niveaux administratifs inférieurs où l'on pense que "tout le monde doit être égal"...

---

1. ARM D114, 23 février 1956.
2. Rapport Iehlé, Mission Ruffel, 1956, p. 39.
3. "Un peu vite, on disait partout que les travaux collectifs devaient être interdits, mais si on disait cela, c'était parce que de façon habituelle, pour leur exécution, où que ce fût, on recourait à la contrainte. Si bien que le travail collectif devenait synonyme de travail contraint" (Dez, p. 34).

dans la sujétion. Autrement dit, l'indigénat est regretté. Le passage d'un système à l'autre, risqué par Dez, est plein de périls car il supprime le volant de main-d'œuvre "en trop" par rapport à la tâche fixée, résultant d'une levée uniforme (chaque village, pour tant de jours, etc...). Volant que les notables locaux s'empressent de récupérer à l'insu du chef de district pour réaliser des travaux gratuits sur leurs propriétés. On s'empresse donc de saboter à la base le système des travaux volontaires pour le condamner ensuite et revenir à la contrainte. Le système de volontariat expérimenté par Dez pour la circulation des bacs et l'entretien des routes[1] marche remarquablement à ceci près que le chef de province refuse d'y croire et se plaint du "laisser-aller" qu'il entraîne, c'est-à-dire implicitement du renoncement à l'effet de puissance que représentait le déplacement massif et indifférencié des hommes pour répondre à l'obligation.

Le prédécesseur de Dez met également des garnisonnaires dans les villages où l'impôt ne rentre pas suffisamment, amenant les fautifs à gagner la forêt en attendant le départ des gardes, cependant que ceux-ci vivent sur le pays et s'en prennent aux vieillards et aux femmes. La violence est donc rampante même si 1947 est loin. L'administration paraît d'ailleurs, par ses exigences mégalomaniaques et irréalistes de modernisation soudaine de l'infrastructure, être à l'origine des mesures coercitives d'administrateurs sans argent et sans main-d'œuvre. Ainsi, le prédécesseur de J. Dez dans le district de Nosy Varika, met en place un système clandestin de cotisations obligatoires, représentant un impôt supplémentaire destiné à la construction ou à la reconstruction d'écoles et de postes médicaux. Les fonds sont gérés par des comités à l'échelle de cantons, dont les notables détournent discrètement une partie de l'argent.

J'en conclus que jusque vers 1956-57, et en dépit des efforts d'une poignée d'administrateurs libéraux, les réalités de la colonisation d'avant la Deuxième Guerre sont toujours là bien qu'on ait révisé les lois.

### *2. Psychologie de l'administré et renseignement*

Le langage qualifiant les rapports entre colonisés et colonisateur a changé, comme les textes de loi. Peut-on dire que ce vocabulaire nouveau est également un effet de surface plaqué sur des réalités inchangées ? Comme l'a déjà noté A. Bouillon, il s'est psychologisé[2]. Cette nouvelle exigence est apparue au lendemain

---

1. "Les chefs de chantier tiennent la liste des gens, ce qui limite au maximum l'absentéisme. La corvée avait été un travail déshumanisant. On se bornait à compter les effectifs. Le travail collectif organisé comme je l'envisageais était au contraire individualisé" (Dez, p. 410).
2. A. Bouillon, Le colonisé et son âme, troisième partie. Voir aussi O. Mannoni, 1950. Le Haut Commissaire demande, au lendemain de 1947, aux chefs de province de "réserver désormais la première place dans les appréciations des collaborateurs autochtones... aux sentiments manifestés par eux envers la France (Circulaire du 27 mai 1955).

de la "rébellion", quand les Français, stupéfaits, ont découvert la transformation du Malgache, doux amateur de farniente, adepte du *moramora*, aimant jouir de l'existence, en un insurgé. Qui croire ? Ne fallait-il pas s'en prendre d'abord à soi-même, puisque les nombreux bruits de préparatifs, l'annonce même de la date, connue de plusieurs postes administratifs, n'avait pas été pris au sérieux ? On se rappelait aussi (souvenir cuisant) que beaucoup d'administrateurs avaient naïvement assisté aux réunions de propagande du MDRM. Assis au premier rang, ils écoutaient sans les comprendre des diatribes terribles contre le système colonial. Leur présence silencieuse donnait à penser à tous qu'ils donnaient leur assentiment à ce discours[1]. Si le soulèvement a pu surprendre à ce point, c'est que les autorités étaient insuffisamment renseignées. Mais il ne suffit pas de "renseignements recueillis par des fonctionnaires autochtones ou des agents des services de sécurité", car "le renseignement est plus dangereux qu'utile lorsqu'il n'est pas contrôlé". L'administrateur doit donc recouper ce qui lui vient par ses subordonnés. Le risque étant qu'il "laisse déformer ses ordres par des intermédiaires", mais aussi, c'est sous-entendu, qu'il soit manipulé par ces derniers.

L'articulation essentielle est donc celle des "élites de la brousse" et du chef de district, qui doit aller sur le terrain "représenter la véritable autorité, non pas seulement celle qui ordonne... mais celle qui sait prendre un contact direct avec l'habitant"[2]. L'homme qui ordonne est évidemment le chef de canton. C'est lui qui est mis en cause, à juste titre, si nous en croyons l'expérience de J. Dez.

Nous avons donc affaire à une administration qui n'est pas sûre d'elle-même et vit dans la hantise de perdre le contact. Le préambule de cette circulaire la montre dans un état de mobilisation paranoïaque contre des ennemis multiples : propagandes très diverses (nationaliste, communiste) "encourageant au racisme et à la xénophobie", syndicats de tendances rivales, politiques "développant l'esprit de revendication agressive et du mécontentement des événements extérieurs : guerre d'Indochine, troubles d'Afrique du Nord". La note confidentielle de février 1956 est concordante dans l'alarme : "Il n'est pas inexact de penser que Madagascar se trouve actuellement placée dans une situation analogue à celle qu'elle a dû affronter au lendemain de la Libération".

Malgré le vibrant éloge de la tournée comme solution au problème du contact, particulièrement en Imerina, c'est vers le renseignement que se tournent les administrateurs de cette zone. Le renseignement semble être désormais, et il y a là un legs évident de 1947, un aspect essentiel de l'action politique. Cette recherche entraîne une partition des administrés en trois catégories. La masse des paysans se tait. Le mot silence revient souvent dans les constatations. La population appréhende les initiatives comme les réactions de l'administration ; "elle se garde

1. Dez, 1992, p. 213.
2. Circulaire du Haut Commissariat, 27 mai 1955. Souligné par nous.

dans la mesure du possible de pénétrer dans les bureaux ou de rencontrer les autorités"[1]. Les éléments favorables à l'administration française ou répertoriés comme tels parce qu'ils sont entrés dans les CAR et les CRAM[2], ont accepté d'essayer sur leurs champs telle semence nouvelle ou de l'*Elephant Grass*, etc... Ils sont traités dès lors comme des collaborateurs potentiels pour renseigner au fil des échéances politiques de 1956-57[3]. Ménagés pour les impôts, aidés sur leurs exploitations, recevant quelques subsides des fonds secrets à titre politique, ces gens deviennent des informateurs dont le nom n'est jamais donné par le chef de canton et qui s'efforcent de fournir une provende régulière permettant de remplir le stupéfiant "rapport mensuel" du chef de district sur lequel je reviendrai.

Dans un troisième groupe sont répertoriés ceux qui, depuis la Deuxième Guerre, ont laissé paraître un indice négatif : profession "dangereuse" (pasteur, journaliste), mariage dans une famille de *mafy loha* (fortes têtes), absence régulière au marché, adhésion jadis au MDRM, à un syndicat, circulation de tracts, achat d'un journal, écoute de la radio. Des listes sont préparées, pour ne pas être pris de court "au cas où" et on y trouve déjà répertoriés comme opposants potentiels ces gens qu'il faudra arrêter au moindre trouble. Une liste nominative est par exemple dressée en 1956 dans le district de Soavinandriana, de tous les anciens militaires, toutes catégories confondues. La crainte sous-jacente est sans doute qu'au sein de ces 250 anciens combattants ne surgissent des meneurs. Il existe des listes de personnes susceptibles de collaborer et des listes de suspects. Etant sur cette dernière, on est bien entendu déjà fautif, quasi inculpé. Le rapport mensuel joue donc sur des présomptions plus que sur des éléments objectifs, sur une opposition dissimulée comme une maladie qui couve et dont il faut repérer les symptômes. La complexité du rapport montre qu'on a voulu parer à tous les risques. Ses cases sont remplies, telles celles d'un cahier de devoirs de vacances, avec une abondance de détails, par les chefs de canton des Hautes Terres dans un français certes maladroit mais compréhensible. Il ne reste plus au chef de district qu'à rayer les inutiles fleurs de rhétorique et intégrer le reste dans une synthèse. La "production du renseignement" est donc l'effet d'un système qui le sollicite régulièrement et son obligation fait peser une menace sur la notation du chef de district qui ne s'y soumettrait pas.

Le niveau d'alphabétisation des chefs de quartier et chefs de canton des Hautes Terres permet à ce système de répondre à la hauteur de l'inquisition

1. CAOM, PT 170-172, Rapport de tournée du chef de canton de Soavinandriana, avril 1957.
2. Les Collectivités Autochtones rurales (CAR), fondées en 1950, pouvaient, une fois pourvues d'équipement moderne par la CEAMP, devenir des Collectivités Rurales Autochtones Modernisées, ou CRAM. On entendait favoriser ainsi des paysans donnant les signes d'une individualisation économique et d'une volonté de promotion.
3. Ce sont les élections législatives du 2 janvier 1956, municipales du 18 novembre 1956, et provinciales du 31 mars 1957.

administrative. Il n'en est évidemment pas de même chez les Betsimisaraka (Dez y repère d'anciens meneurs de 1947 au hasard de ses tournées, ou par son épouse, qui est malgache) et encore moins dans une région déshéritée du Nord comme le Tsaratanàna où les chefs de canton ne font que recopier les instructions reçues pour les faire descendre vers les chefs de village, lesquels ont "une écriture presque illisible" et ne savent en majeure partie que "signer leur nom". L'emploi des correspondances est donc "peu usité". La transmission orale du *kabary* est essentielle. Les cahiers tenus concernent seulement le rôle des impôts, la possession de bœufs, les étrangers de passage (*Bokimbahiny*)[1].

Par comparaison, le degré de surveillance des Hautes Terres, et particulièrement de l'Imerina, est effarant, et la nocivité du processus extrême. Revenons au district de Soavinandriana, dans l'Itasy, réputé avoir soutenu activement le MDRM. Chaque chef de canton doit y rédiger son rapport mensuel sur 22 feuillets, dont les rubriques, imprimées, le guident sans qu'il ait la moindre possibilité d'une "sortie des rails" et d'une élucubration personnelle. Après "l'état d'esprit des populations", subdivisé en sept catégories, on passe aux activités politiques : nationalistes, communistes ou pro-françaises. Cet étiquetage préétabli ne laisse évidemment aucune chance de repérer les changements en cours. La masse ne peut, pour échapper à la nasse, que se réfugier dans la "non activité totale". Repli sur soi et capacité de silence interminable qui frappaient encore, dans les années soixante, le nouvel arrivant à Madagascar. À la rubrique presse et radio sont donnés les titres des journaux vendus dans le mois, leur nombre, le nombre des postes de radio avec trois catégories prévues : européens, autochtones, asiatiques !

Ce répertoire que n'aurait pas désavoué Kafka ne peut aider chaque mois à camper la société de l'Itasy que grâce à une multitude d'hommes de l'ombre qui épient, rapportent et dénoncent. Dans son compte rendu de tournée, un chef de canton, qui recourt au vocabulaire mis à la mode par l'insurrection, reconnaît : "Jusqu'ici, mon réseau, interrogé [sic !], n'a pas encore de nouvelles politiques". On tombe alors dans des épisodes clochemerlesques de divagations de bœufs et rétention d'eau par barrages ! Mais on apprend aussi que la quête de décembre 1957 pour les détenus politiques, faite au temple, a rapporté 13 885 francs et qu'il y avait ce jour cinquante personnes de plus que d'ordinaire. On sait qui a mis le billet de 5 000 francs, qui les quatre billets de 1 000 francs et les deux de 500. Un "suspect" se déplace-t-il vers Tananarive ? La tâche de renseignement est relayée par les indicateurs tananariviens affectés à la surveillance des domiciles des nationalistes ou des syndicalistes. S'il rentre avec un mystérieux paquet, on cherche à en percer le contenu. Un étranger arrivé le soir passe-t-il une nuit dans un village avant de continuer sa route, on suspecte une réunion politique. "On

1. Mission Galtier, Inspection générale des Affaires administratives, 1953-54. Lettre du chef de gouvernement de Tsaratanana au chef de district de Tsaratanàna, Confidentiel.

ignore le but de ces entrevues et ce qu'on aurait comploté". Les fantasmes se multiplient à l'idée d'un changement politique majeur: "Le nommé Rakotondrasoa... a déclaré que... dans le canton de Mahasolo, c'est le chef de district lui-même qui perçoit les impôts ; l'administrateur se presse de récupérer son argent car ce seraient les Indépendants qui prendraient le pouvoir"[1]. Cette invite continuelle à la délation, qui encourage certains aux dénonciations par lettre anonyme, dont le ressort est généralement la jalousie entre voisins, mine la société rurale dans le même temps où l'on vante, au niveau administratif, la vertu de l'antique *fokonolona*, idéal d'une communauté rurale rénovée[2]. La possibilité de se renseigner, de comparer projets sur l'avenir et positions sur l'actualité implique de continuels dangers. La société se fossilise et "fait le mort" face à l'administration. Elle laisse parler les notables, avec l'amère jouissance de les désavouer ensuite.

## II.. LA MISSION CATHOLIQUE : UN ABRI POUR LES INDEPENDANTISTES ?

Un recours s'offre aux mécontents: la mission catholique. Depuis la déclaration commune des évêques en 1953[3], le clergé catholique prend ses distances vis-à-vis d'une administration à laquelle il ne souhaite pas être lié. L'avenir de Madagascar sera fatalement celui d'un Etat indépendant. D'ici là, il faut détourner la population des sirènes des communistes et donc assumer à la place de ceux-ci, ou des syndicats non-chrétiens qui sont aux yeux des missionnaires leur cheval de Troie, une vigoureuse défense du paysan contre l'arbitraire administratif.

Implantés chez les Betsimisaraka depuis un demi-siècle, les Montfortains ont un réseau assez fourni de paroisses. Même s'il fut partiellement démantelé en 1947, ce réseau est susceptible de représenter un contre-*fanjakana*. Il en est de même en Imerina et en Betsileo avec les Jésuites. À Nosy Varika, pour développer leur popularité auprès des fidèles, les P. Brizard et Nozza s'opposent systématiquement aux créations de nouvelles routes et à leur entretien collectif. Nozza passe sur les chantiers et débauche les gens venus de loin : "rentrez chez vous". Leur argument : fin du travail forcé. Ils encouragent les *tavy*, présentent des requêtes pour des contribuables riches qu'ils disent sur-imposés. Ils stoppent une tournée de

1. Décembre 1957. Note du chef de district en marge: "Avisé chef canton que Indépendants sont déjà "au pouvoir" et que c'est pour eux qu'on perçoit l'impôt".
2. Razafintsalama écrivait à ce sujet: "Pour un Européen, ce qui compte, c'est l'individu. Pour nous, ce qui compte c'est la communauté, et ce qu'il faut avant tout éviter, c'est de la diviser" (*Fandrosoam-baovao*, 17 décembre 1954).
3. 27 novembre 1953. Conférence plénière des onze vicaires et préfets apostoliques de l'île à Antsirabe. Une phrase crée l'événement: "Nous reconnaissons la légitimité de l'aspiration à l'Indépendance".

perception de l'impôt, en raison de mauvais traitements subis par un vieillard récalcitrant[1]. Ils poussent la rivalité jusqu'à calquer leur calendrier de tournée sur celui du chef de district mais avec une avance d'un jour qui permet de se joindre à la population et de se muer en porte-parole devant l'administrateur, ouvrant le parapluie protecteur de la mission, tout en développant les récriminations[2].

Les Pères reprennent donc, en pays betsimisaraka,, la position qui avait été celle du MDRM : s'ériger en contre-administration. La chose est plus nette encore du jour où sont fondées dans le district plusieurs cellules du syndicat chrétien, c'est-à-dire en juillet-août 1957. Celui-ci, de même que le COSOMA[3], lié à la CGT, cristallise les résistances, "développe une forme légale d'opposition". Il attire immédiatement tous les retardataires n'ayant pas acquitté l'impôt. Un jeune homme à qui on demande ses reçus de versement d'impôt exhibe sa carte syndicale et explique qu'il a payé déjà les 20 francs. On lui a promis qu'il serait protégé contre l'administration et dit qu'à toute réquisition des autorités il devait montrer cette carte[4]. Le syndicat chrétien dépérit ensuite parce que "les syndiqués rendirent en nombre leur carte lorsqu'ils virent qu'il fallait toujours payer les impôts". On reconnaît là une croyance (et une désillusion) qui avaient accompagné l'expansion du MDRM dont la carte permettait, croyait-on, dans l'Alaotra par exemple, d'être désormais dispensé de l'impôt. En Betsileo, le P. Daillez, directeur de l'hebdomadaire jésuite Lumière, impressionnant autant par sa stature que par sa vive intelligence, était très redouté, "parce qu'il prenait la défense des Malgaches qui avaient à se plaindre d'abus d'autorité de l'administration coloniale à leur égard"[5].

Le cas le plus mémorable d'affrontement entre missionnaire et administration se situe dans le district de Manjakandriana. Le P. Dunand, en poste à Ambohibemasoandro de 1950 à 1955, est nommé en 1955 à la direction du collège

1. Faire une enquête, c'est d'avance donner raison aux Pères et au syndicat chrétien contre l'administration. La marge de manœuvre est nulle. À l'issue de cet épisode, de nombreux villageois expriment au Père leur décision de conversion.
2. Dez, 1992, p. 230.
3. Comité de Solidarité de Madagascar formé en 1950 par le groupe des communisants.
4. *Ibid.*, p. 240.
5. Dez, 1995, p. 154. Le rapport Iehlé souligne : "Les pères jésuites dépendant de Fianarantsoa ont choisi, si fréquemment qu'on est bien obligé d'y voir une politique, leurs inspecteurs et leurs catéchistes parmi les ex-MDRM ou les opposants notoires (p. 23). Les trois sections du syndicat chrétien fondées servent selon lui de "paravents aux ex-MDRM" (p. 24).

Saint Michel de Tananarive, au grand soulagement du chef de district de Manjakandriana auquel l'a opposée une guérilla aux multiples rebondissements[1]. On se souvient que le P. Dunand, ancien officier, avait contribué à Paris à la rédaction des statuts du parti MDRM. Il est "toujours à l'affût de la moindre faute administrative, paralyse l'action des chefs de canton", car c'est à eux et aux agents subalternes qu'il s'en prend habituellement[2]. Il aurait "une pensée foncièrement hostile à l'administration française". Il parcourt sa circonscription à pied et dénonce l'utilisation des *filanjana* par les agents subalternes, car "il ne faut pas se faire porter par des êtres humains"[3]. Il menace sur ce point de "porter l'affaire en France". Il intervient aussi sur la réfection des pistes, des écoles (pour lesquelles il demande qu'on rémunère les travailleurs). Il dénonce à tout moment le rétablissement du travail forcé. Mais surtout il surveille de très près les preparatifs des élections, s'inquiète de l'absence des bulletins portant le nom de Stanislas Rakotonirina, et ne cache pas que ce candidat est celui de l'Eglise catholique, contre le candidat de l'administration. Peut-être les fidèles ont-ils tendance à durcir ses propos mais ils précisent qu'ils voteront pour Rakotonirina Stanislas. "Ils ont reçu cet ordre de la part du P. Dunand"[4]. Mêmes prises de position du clergé dans l'Itasy : certains missionnaires tiennent des conférences électorales en faveur des indépendantistes, juste avant de dire la messe, puis chez le catéchiste du lieu ; ils répartissent au prorata des fidèles les bulletins en faveur de Rakotonirina Stanislas. D'après le chef de canton d'Ankisabe, "les bulletins sont confiés aux catéchistes en ordonnant que quiconque s'en abstient ou désobéit n'aura pas de communion de Pâques ou serait excommunié". Tous les fidèles s'y soumettent de crainte d'être rejetés par l'Eglise.

Le chef de canton de Soavinandriana confesse que la liste de S. Rakotonirina, dite liste de l'Union des Indépendants, plaît dans le canton et surtout en ville, car beaucoup de gens de cette liste sont des anciens du MDRM. Stanislas Rakotonirina ne sera pourtant pas élu, car l'administration, engageant avec lui des courses-poursuites dignes d'un western, fait le tour de tous les bureaux de vote de l'Itasy pour mettre dans la main des électeurs le "bon bulletin".

---

1. CAOM, PT c112, Dossier Dunand. Le Père lui envoie trois plaintes en 1951, cinq en 1952, une en 1953 et vingt-deux en 1954-55 ! Une note manuscrite du chef de district commente : "Monsieur de Chevigné [pourtant MRP] a fait intervenir M. d'Ormesson à Rome, qui a donné l'ordre [ !] au général des jésuites de l'expulser à la Réunion (sic). L'affaire a été arrangée par Aujoulat lors de son passage à Madagascar". De Chevigné l'aurait noté comme "individu dangereux à tenir à l'écart". Le chef de province de Tananarive, Levallois, recommande de "ne pas lui donner l'impression que l'administration le persécute, essayer de lui faire comprendre que les Malgaches ne sont pas les ouvriers de la banlieue parisienne" !
2. *Ibid*, Note sur le R.P. Dunand, 10 août 1954.
3. Le portage des administratifs (*milanja*) était une sujétion symbolique, héritée de l'ancienne administration royale merina.
4. CAOM, PT c112. Le chef de canton de Sadabe au chef de district, 19 juin 1951.

## III. LA RUMEUR EN 1956-1957

C'est dans ce climat survolté des années 1956-57 que se répand une rumeur notée sur la côte Est par Iehlé dans le cadre de la mission Ruffel, et provenant, pour la zone de Soavinandriana, du "réseau" de renseignement des chefs de canton. Chacun s'attend à un nouveau 1947 pour le 13 ou le 14 juillet, soit en 1956, soit en 1957. La rumeur circule en pays betsimisaraka dès 1956 : "ce sera pour l'année prochaine". Elle semble avoir pris corps dans le secteur de Marolambo, classiquement plus mobilisé et sensible aux nouvelles d'ordre politique qui transitent depuis Ambatolampy, sur les Hauts Plateaux[1]. De ce point, la prédiction est descendue vers la côte, en particulier dans le secteur de Brickaville, où l'Union Franco-malgache s'en est fait le porte-parole. Dès juin 1956, cela devient à Tamatave et Brickaville le bruit d'une rébellion ou d'une émeute "anti-hova". Les prospecteurs et ingénieurs des mines Gallois se plaignent en 1956 au chef de district qu'on ne fait rien pour protéger les Français contre la rébellion "décidée pour le 13 juillet prochain"[2].

Sur le 13-14 juillet (1956 ou 1957), tous les bruits sont concordants, car ce serait la date où "tout le monde a la liberté d'agir". Si nous acceptons l'hypothèse, avérée sur les Hautes Terres, d'un amalgame progressif entre l'ancienne fête du *Fandroana*, qui ouvre l'année astrologique, et le 14 juillet, et la référence des nationalistes comme Jules Ranaivo au 14 juillet comme fête de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, on peut s'interroger sur la référence à cette date comme symbolique. Mais c'est surtout le moment où de grands rassemblements sont autorisés, où les officiels, pris dans les fastes de la célébration, relâchent leur contrôle. L'administration est, elle aussi, en attente. Dez le note de son côté, dans un district qui était entièrement passé à la rébellion[3] à l'exception du chef-lieu même, Nosy Varika : son prédécesseur était persuadé qu'une nouvelle "rébellion" était possible. Il avait entamé des plans pour déplacer le chef-lieu afin de le défendre plus sûrement. Un adjoint resté en poste pensait de même, si bien que Dez lui-même "se laisse aller à des rêveries dans le même sens"[4].

Bien que les rumeurs soient convergentes, les hypothèses qu'on peut proposer au sujet de leur origine sont assez divergentes. En pays betsimisaraka, les éléments qui se sentent menacés par l'adoption de la loi-cadre de 1956 sont les colons, et plus spécialement les petits planteurs d'origine réunionnaise, connus

1. CAOM, PT 170-172, district de Soavinandriana, mars 1957.
2. Dez, 1992, p. 20.
3. Les avions français, repérant un rassemblement d'hommes à Nosy Varika, crurent avoir affaire aux rebelles. Ils bombardèrent mais les bombes tombèrent sur la maternité, tuant des femmes et des enfants. Il s'agissait simplement d'hommes venant au recensement soit pour partir à l'armée, soit pour devenir contribuables.
4. *Ibid.*, p. 12

sous le pseudonyme peu avantageux de "marécageux". Ils ont rarement une base de repli. L'engagement de la marche vers l'indépendance, même à mots couverts, signifie leur mort sociale. Du côté betsimisaraka, la rumeur ne correspond à aucun regain d'activité politique. "La zone est non seulement calme, mais à vrai dire inexistante du point de vue politique", écrit Iehlé. "La presse n'a qu'une poignée de lecteurs. Il n'y a aucun abonné officiel à un journal dans six des dix districts qui la composent, même pas ceux de Manakara, Brickaville et Mahanoro[1]". La propagande nationaliste "orale" est [illegible] nulle, ajoute-t-il, et les activistes des Hautes Terres n'osent pas descendre.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

Or, dans le district de Mahajamba le seul, il est vrai, où le syndicat chrétien et le COSOMA se soient solidement établis (le second avec une centaine d'inscrits), les notables expriment la peur profonde de la population de "repartir en rébellion"[2]. L'expression suppose un phénomène incontrôlable, qui vous possède contre votre volonté ou qu'on serait obligé de subir comme on a subi l'assujettissement colonial. Somme toute, si l'on en croit ces intermédiaires, la population oscille entre l'apathie et l'entraînement incontrôlé aux troubles.

Poirier fait, à propos des Bezanozano en 1947, des remarques quasiment convergentes. "Ils [les jeunes combattants] en sont sortis sans initiative et sans force"[3], écrit-il, notant que la lassitude et l'apathie tenaient moins aux excès de la répression qu'au sentiment des jeunes combattants d'avoir été désavoués par la puissance invisible des ancêtres. Poirier évoque l'obéissance de l'homme à son destin comme philosophie : les "événements portent en eux leur leçon". Poirier note aussi l'absence de protestations contre la répression. "La population, victime de la répression, ayant été vaincue, adhérait en profondeur à ce choc en retour".

Mais l'assouplissement du joug administratif dont il est tant question dans les discours, la perspective de l'entrée dans un nouveau cycle d'élections et d'un changement de statut de l'île, tout cela rappelle de manière dramatique l'année 1946 et suscite la peur d'un enchaînement incontrôlable au terme duquel viendra la répression. Jennifer Cole, qui a traité longuement de ce problème de la mémoire chez les Betsimisaraka, parle à juste titre d'un "codage" de la mémoire. Je renverrai le lecteur à son hypothèse : le traumatisme antérieur a été tellement violent qu'il s'impose comme système de référence pour la compréhension ultérieure de nouvelles expériences. Un rapport définitif est établi entre l'insurrection, sa répression et les élections. La perception betsimisaraka des formes d'activité politique modernes liées à l'Etat est catastrophique au sens littéral[4]. Ce que repère J. Cole en 1991 est tout aussi vrai et repérable en 1956-57. Cette période d'élections fait resurgir le

1. Rapport Iehlé, 1956, p. 9 et 20.
2. *Ibid.*, p. 19.
3. Poirier, 1992, p. 562.
4. J. Cole, 1997, p. 13.

contexte de 1946 et avec lui la terreur de voir 1947 recommencer comme un désastre fondant sur les provinciaux. Les élections ont été décidées ailleurs, à Paris et à Tananarive. On les juge inutiles. Voter signifie un nouveau face-à-face avec les autorités[1]. L'amalgame entre élections et arrestations est durable.

Ce témoignage est corroboré par le rapport de Iehlé en 1956. "Les gens ont voté aux dernières élections législatives parce qu'ils ont cru qu'elles étaient obligatoires mais sans s'y intéresser aucunement". À Ambohimanga du Sud, "tout le monde est parti après avoir voté et personne n'a attendu les résultats, tout le monde a voté pour le candidat signalé comme approuvé par l'administration". Pourquoi ce renoncement ? "La population, habituée à être dirigée jusque dans les détails, a perdu son sens de l'initiative. Sa tendance immédiate est de rendre l'administration responsable de tout ce qu'elle n'obtient pas"[2]. De même, les représentants des habitants de Nosy Varika demandent à leur chef de district de les obliger à agir : "Nous Betsimisaraka, il faut nous contraindre sinon rien ne sera fait"[3], et l'on recommande à celui-ci de dire aux gens ce qu'ils doivent penser. Les gens réclameraient donc, à en croire ce responsable français, la contrainte absolue, faute de quoi ils perdraient leurs repères.

À la fin de l'année 1956 et au début de 1957, alors que se préparent les élections provinciales du 31 mars, la réapparition sur les listes de nombreux anciens du MDRM d'une part, et d'autre part les polémiques entre partisans, essentiellement côtiers, de la provincialisation et partisans merina de la centralisation sont la source d'une recrudescence des bruits. Spacensky cite le télégramme d'un notable betsimisaraka : "Nous voulons nous gouverner nous-mêmes, sinon il y aura encore du *tabataba* (sic)", c'est-à-dire des "événements"[4]. Si l'attitude des Betsimisaraka semble commandée, au niveau de la base paysanne, par la peur de voir fondre, de l'extérieur, la même cascade d'événements dramatiques, les notables exploitent cette peur et lui fournissent une justification. Il n'y a pas d'horizon d'attente possible de l'indépendance dès lors que le contre-*fanjakana* érigé par les rebelles en 1947 (par les Marosalohy par exemple) s'est révélé un leurre. L'indépendance devient synonyme d'un arrêt de toute forme de contrôle social ou d'auto-régulation, c'est une sorte de trou noir.

---

1. Chez les Betsimisaraka, les élections, sous la plume de J. Dez, "sont une caricature du suffrage universel. À voir ce système à l'épreuve dans une population d'illettrés qui arrivent devant l'urne en colonne par un, effarés et empêtrés dans leur bulletin de vote, leur carte d'électeur, leur chapeau de paille et leur parapluie des grandes occasions, dont on peut se demander si certains ne voient pas une enveloppe pour la première fois, on est en droit de penser que ceux qui ont instauré celui-ci dans les TOM ont fait preuve de stupidité en même temps que de générosité" (Dez, 1995, p. 326, copie d'une lettre rédigée le 12-6-1950).
2. Iehlé, juin 1956, p. 13. Souligné par moi.
3. Dez, 1992, p. 12.
4. Spacensky, 1970, p. 205.

Sur les Hautes Terres, les souvenirs sont très différents du fait qu'il n'y a jamais eu effectivité de la rébellion, c'est-à-dire pas de villages libérés, pas de contre-*fanjakana* érigé, mais un étouffement rapide de ce qui prend figure de conspiration, de complot. Une fois encore, comme lors de la VVS, la sécession était déjà acquise mais devait "forcément" rester cachée jusqu'à l'ultime moment. On ne sait plus, à vrai dire, ce qu'on attendait au juste. On est obnubilé de part et d'autre, dans le camp français comme dans le camp malgache, par une vision conspiratrice du monde, qui suppose silence et préparatifs clandestins, que les informateurs, clandestins aussi, prétendent repérer. Les termes de provocateur ou propagandiste sont omniprésents dans les rapports mensuels exigés des chefs de canton. Répondant, selon une logique bien connue, à leur supérieur avec l'intention de lui faire plaisir, ceux-ci vont au-devant de ses demandes. Sous leur plume, on lit : Raz..., 33 ans, "jeune homme nonchalant mais besogneux [qui] est capable, à tout moment, moyennant intérêt, de se verser (sic) entièrement dans le rang des mécontents ou extrémistes". Ram..., 34 ans, "individu toujours mécontent... au moindre contact avec les fervents de la politique[il] peut devenir partisan"[1]. D'autres sont répertoriés comme "amateur de lettres anonymes à des autorités supérieures". Untel "se passe pour un agent de la Sûreté"[2]. Une simple réunion de la Croix Rouge sert de test : on compte ceux qui n'y sont pas. Une quête au temple pour les emprisonnés : on repère à l'inverse le surcroît de participants. La répression a été, à l'image de cette clandestinité, lente, confuse, diffuse, incapable de séparer "le bon grain de l'ivraie", comme on l'écrit alors, donc inquisitoriale. Elle vise à sonder les reins et les cœurs, ce qu'elle n'a jamais fait sur la côte Est où s'est imposée l'image de populations frustes, retournées à leur passivité.

Où commence le complot ? Les attitudes de repli et de silence sont-elles issues de réflexes séculaires acquis devant la bureaucratie royale ou visent-elles spécifiquement le rapport de souveraineté colonial ? Est-ce que l'adhésion au MDRM n'était pas déjà l'adhésion au complot, puisque les sociétés secrètes étaient nichées dans le parti légal ? "Pour n'avoir pas souffert matériellement du soulèvement, les populations des Plateaux n'ont pas moins une peur effroyable de la répression"[3].

Dans les deux cas, monte à l'approche des élections, une très forte tension donnant à penser que l'administration, mais aussi la population, va vers l'affrontement, que déjà la société est à la fois en état de rébellion et de siège. Sur les Hautes Terres, en effet, les élections sont un ballet ahurissant et consternant où les deux camps rusent à qui mieux pour pourvoir le maximum d'électeurs de bulletins de leur camp et leur arracher les bulletins de l'adversaire. Ainsi des

1. CAOM, PT 170-172, Rapports des chefs de canton d'Ampefy (1952) et Ankisatra (1954).
2. *Ibid*, District de Soavinandriana, canton de Masindray. Liste des individus suspects, 20 janvier 1954.
3. Remarque de L... dans son article sur "L'insurrection", 1950, p. 19.

bulletins verts de S. Rakotonirina face aux bulletins roses de Ranaivo Jonah. Avoir en mains le bulletin non admis par l'administration, c'est déjà comploter. On enquête pour repérer les distributeurs dans l'un et l'autre camp (certains sont allés jusque dans les villages, très discrètement, remettre les bulletins à domicile). Le chef de canton compte et recompte non pas le poids comparé des deux hommes en lice, mais le nombre des manipulateurs et propagandistes, 43 par exemple pour le canton d'Ampefy[1] ! En fin de compte, on retrouve, comme le déplore la note confidentielle du 23 février 1956, "l'inextricable imbrication des activités séditieuses et policières"[2] qui caractérisait 1947. D'où la conclusion de cette note : "Il n'est pas inexact de penser que Madagascar se trouve actuellement placée dans une situation analogue à celle qu'elle a dû affronter au lendemain de la Libération".

Il apparaît donc bien qu'en 1957 le soulèvement relève encore de ce "passé qui ne passe pas". Côtes et plateaux pâtissent de cette pesanteur de manière différente, mais il serait léger de ne pas prendre en compte les effets délétères du régime inquisitorial auquel sont soumises les Hautes Terres, accusées d'avoir fourni les "têtes" machiavéliques du soulèvement. Si la population de la côte Est s'efforce, sous l'effet du traumatisme, de vivre à l'écart de la politique, subissant les élections comme un mal apparemment inévitable, ses notables jouent du traumatisme dans leurs rapports avec l'administration française et les colons français font de même. 1947 est devenu clairement, en 1956-57, l'objet de manipulations ethnicistes ou conservatrices.

Sur les Hautes Terres, la rumeur, plus difficile à identifier à un groupe précis, est renvoyée de l'un à l'autre. Elle permet aux chefs de canton de maintenir le financement de leurs "réseaux de renseignement", c'est-à-dire d'une clientèle mobilisable sur d'autres plans, électoraux en particulier, ou affairistes, et aux indépendantistes d'entretenir, en dépit de leur petit nombre, la crainte d'un renversement de conjoncture, sorte de "grand soir" malgache, où les "*tsy miankina*" ("ceux qui ne soutiennent pas", les indépendantistes) prendront leur revanche sur les collaborateurs.

1. COM, PT 170-175, District de Soavinandriana, élections de 1951 et 1955.
2. ARM, D114, Note du 23 février 1956.

## SOURCES

### Archives

*CAOM (Aix-en Provence)*
Province de Tananarive
mad PT c 112 : Dossier Dunand, 1948-1950
mad PT 170-172 : District de Soavinandriana, 1951-1957
*ARM (Tananarive)*
D 114 : Note sur la situation politique, 23 février 1956

*Sources privées (sous forme de copies)*

Mission Ruffel, Madagascar 1956. Rapport de l'inspecteur J. Iehlé. Le problème du contact dans la zone Forêt-Côte Est de Madagascar, 41 p.
J. Dez, 1992 : Souvenirs d'un chef de district à Madagascar (Nosy Varika), 1957-1959.
J. Dez, 1995 : À la découverte du monde colonial à Madagascar, Fianarantsoa, 1950-1954. De l'AGOM à l'ENFOM, 410 p. dactylogr.

### Ouvrages


BOUILLON, A. (1981) : *Madagascar. Le colonisé et son âme. Essai sur le discours psychologique colonial*, Paris, L'Harmattan , 423 p.

COLE, J. (1996) : *The Necessity of Forgetting. Ancestral Colonial Memory in East Madagascar*, Thèse de PhD, Université de Californie, Berkeley.

COLE, J. (1997) : "Quand la mémoire resurgit. La rébellion de 1947 et la représentation de l'Etat colonial à Madagascar", *Terrain*, 28, mars, pp. 9-28.

DUNAND, L. (s.d.), *Pionnier missionnaire*, Laval, Atelier Carmella, 466 p.

L... [LEVALLOIS] (1950) : "L'insurrection malgache", *Bulletin des Missions de Saint André-lès-Bruges*, XXX, 2-3-4, p. 3-39.

MANNONI, O. (1950) : *Psychologie de la colonisation*, Paris, Seuil, 230 p.

POIRIER, J. (1992) : "Sur les événements de 1947 en pays bezanozano (Madagascar)", in *Histoires d'Outre-Mer. Mélanges offerts à J.L. Miège*, Aix-en-Provence, Presses de l'Université, pp. 553-568.

RABEARIMANANA, L. (1991) : "La société rurale du Vakinankaratra dans la lutte contre le pouvoir colonial à Madagascar (1945-1960)", in *Histoire*

*sociale de l'Afrique de l'Est (XIX°-XX° siècles)*, Université du Burundi-Karthala, pp. 117-134.

SPACENSKY, A. (1970) : *Madagascar. Cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 526 p.

YATES, F. (1966) : *L'art de la mémoire*, Paris, Gallimard, 431 p.